

Être femme agricultrice aujourd'hui

L'agriculture européenne vit une transformation profonde. En plus des terres qui s'agrandissent et des fermes qui disparaissent, une autre mutation se joue : celle des rapports de genre. Qui sont aujourd'hui les agricultrices ? Quelle place occupent-elles dans un secteur encore largement façonné par des normes masculines ? Et que change leur présence, notamment dans les formes alternatives d'agriculture ?

Le paysage agricole belge et européen s'est profondément reconfiguré ces dernières décennies. En Belgique, près de 40 % des exploitations ont disparu entre 2001 et 2021, tandis que la taille moyenne des fermes ne cesse d'augmenter¹. Cette concentration s'accompagne d'une professionnalisation accrue : les chef-fes d'exploitation sont de plus en plus diplômé-es et inscrivent leur activité dans une logique entrepreneuriale. Dans le même temps, la population agricole vieillit. En Europe, on compte plus de six agriculteurs de plus de 65 ans pour un agriculteur de moins de 35 ans. La Belgique n'échappe pas à cette tendance : la part des plus de 55 ans atteint aujourd'hui près de 55 %². Le renouvellement des générations constitue dès lors un enjeu crucial.

Cette transformation s'accompagne d'un déséquilibre de genre persistant. En Belgique, environ 85 % des chef-fes d'exploitation sont des hommes³. Si les femmes représentent près d'un tiers de la main-d'œuvre agricole, elles restent minoritaires aux postes de direction. Elles sont plus souvent conjointes aidantes que cheffes d'exploitation, révélant une inégalité structurelle dans la reconnaissance du travail agricole.

De la ferme familiale à l'entreprise agricole

Historiquement, l'agriculture reposait sur un modèle familial où le travail s'organisait autour du couple et de la transmission intergénérationnelle. Aujourd'hui,

ce modèle cède progressivement la place à celui d'une entreprise rurale dirigée par un-e chef-fe d'exploitation, généralement formé-e, inséré-e dans des filières économiques structurées⁴.

« Si les femmes représentent près d'un tiers de la main-d'œuvre agricole, elles restent minoritaires aux postes de direction. Elles sont plus souvent conjointes aidantes que cheffes d'exploitation, révélant une inégalité structurelle dans la reconnaissance du travail agricole. »

Ce basculement n'efface pas les logiques familiales : au contraire, il les reconfigure. Sur le terrain, la transmission reste largement marquée par la figure du père. « Y'a toujours eu qu'un chef », raconte ainsi un agriculteur. Les fils sont souvent socialisés dès l'enfance à reprendre l'exploitation, tandis que les filles sont encouragées à « faire autre chose ». Cette reproduction sociale contribue à maintenir les inégalités de genre dans l'accès à la profession.

Dans ce contexte, les femmes qui restent ou s'installent doivent composer avec des attentes contradictoires : revendiquer un statut professionnel tout en s'insérant dans un univers où la légitimité reste largement associée au masculin⁵.

Marie, dans la trentaine, qui a repris la ferme familiale au début des

années 2020, exprime ainsi la difficulté à trouver pleinement sa place entre son père et son mari, fraîchement arrivé sur la ferme : « (...) J'ai jamais vraiment eu mon heure de gloire. (...) Quand j'ai officiellement repris la ferme il y a quelques années, comme mon père était là, je me dis : il a encore ses idées, (...) il a toujours des bonnes idées, des bonnes relations. Je laisse encore un peu décider. Et puis finalement, mon mari arrive et je n'ai pas vraiment eu mon moment de décision, même si je peux toujours. (...) J'avais de temps en temps des petits coups de fil à gauche, à droite. Maintenant, je n'en ai plus. Pour ce qui concerne la ferme, ceux qui appelaient mon père pour des renseignements, ils vont appeler mon mari. (...) Ça, c'est un peu compliqué. »

Un travail invisible : la division sexuée des tâches

L'un des traits marquants du travail agricole demeure la division sexuée des tâches. Les femmes sont fréquemment affectées aux activités administratives, à la transformation des produits ou à la

¹ Statbel (2022). *Chiffres clés de l'agriculture*. S510.01F. *Chiffres cle_agri_2022.pdf*. Consulté le 03/07/2026.

² Ibid.

³ Ibid.

⁴ Rieu A., (2004). *Agriculture et rapports sociaux de sexe : La « révolution silencieuse » des femmes en agriculture*, *Cahiers du Genre*, 2(37), 115-130.

⁵ Ibid.



© Justine Havelange

vente directe – des tâches essentielles, mais moins visibles et moins valorisées⁶. Un extrait d'entretien illustre cette invisibilisation ordinaire :

« Ma femme s'est lancée dans des produits transformés avec le lait produit à la ferme. Elle vend à la ferme du lait, des yaourts, des glaces...
– Comme cela, elle a de quoi s'occuper ! », ajoute un voisin agriculteur.

⁶ Henrotte, S., & Van den Broeck, G. (2026). How does gender shape the adoption of sustainable agricultural practices? Evidence from Belgium. *Journal of Rural Studies*, 121, 103919, pp. 2–3.

⁷ Ibid.

⁸ Guérillot, A. (2021). Le métier d'agricultrice bio : un nouveau rapport au travail ? *Travail, genre et sociétés*, 45(1), 39–55.

⁹ Lagrave. (1998) *Voyage aux pays d'une utopie déçue. Plaidoyer pour l'Europe centrale* / Rose-Marie Lagrave (dir.), *Fragments du communisme en Europe centrale*. Paris, PUF.

¹⁰ Guérillot, A. (2021), *op.cit.*

Ce « comme cela » est révélateur : il réduit une activité économique à un simple passe-temps, alors même qu'elle contribue souvent de manière significative aux revenus de l'exploitation. À cette invisibilisation s'ajoute l'intrication des sphères professionnelles et domestiques. Le travail agricole se déroule au cœur du lieu de vie, et les femmes assument encore majoritairement les tâches familiales⁷. L'agriculture s'est développée sur une forte négation du travail des épouses, et parfois des filles, réalisé à titre gratuit. Le terme « agricultrice » n'est d'ailleurs entré dans le *Petit Larousse* qu'en 1961.

Des inégalités persistantes

Au-delà de la reconnaissance symbolique, les agricultrices font face à des inégalités concrètes. L'accès aux terres, aux financements ou aux technologies reste plus difficile⁸. La transmission patrimoniale continue de privilégier

les héritiers masculins, perpétuant un système de « préférence masculine ».

Les statuts juridiques ont évolué – notamment avec la reconnaissance des conjoint-es aidant-es en 2003 et 2005 –, mais ces avancées restent récentes et incomplètes. Longtemps, les femmes ont travaillé sans statut ni protection sociale, dépendant juridiquement de leur conjoint⁹.

Aujourd'hui encore, la figure de l'agriculteur demeure encore associée à celle d'un homme. Les agricultrices doivent souvent prouver leur légitimité : conduire un tracteur, maîtriser les techniques, « faire le métier » au sens fort. Cette pression renforce les stéréotypes et limite les possibilités d'émancipation.

Les agricultures alternatives : un espace de recomposition ?

L'essor de l'agriculture biologique et des circuits courts ouvre de nouveaux espaces pour les femmes. Ces formes d'agriculture, souvent portées par des personnes non issues du milieu agricole, semblent davantage favoriser leur participation¹⁰.

Les agricultrices engagées dans ces modèles revendiquent un rapport différent au travail : plus autonome, plus diversifié, parfois plus en phase avec des valeurs écologiques. Elles contestent la division traditionnelle sexuée des tâches et investissent des activités historiquement masculines.

Sur le terrain, cette recomposition est tangible. « C'est un réflexe dans ma tête », explique Léa, agricultrice bio, à propos de l'observation des cultures – une compétence qu'elle mobilise au quotidien pour questionner des pratiques héritées.

Ces alternatives ne sont cependant pas exemptes de contraintes. Le cas de Nathalie, maraîchère, en témoigne : malgré un engagement total, ses revenus restent précaires. « Le travail agricole, c'est pour se nourrir, ce n'est pas pour en vivre », dit-elle, évoquant un salaire mensuel de moins de 1000 euros. Derrière l'idéal d'une agriculture durable se cache une réalité économique fragile

qui touche l'ensemble du monde agricole. Toutefois, pour les femmes, cette précarité tend souvent à se combiner avec d'autres formes d'inégalités liées au genre : moindre accès à la terre, difficultés de reconnaissance professionnelle, surcharge du travail domestique et de soin, ou encore sous-représentation dans certaines instances de décision. Une lecture intersectionnelle permet ainsi de comprendre comment les vulnérabilités économiques peuvent s'additionner à d'autres rapports de pouvoir, renforçant les difficultés rencontrées par de nombreuses agricultrices.

Une présence encore limitée dans les lieux de pouvoir

Si les femmes sont de plus en plus présentes dans les exploitations, elles restent sous-représentées dans les organes de décision agricoles : syndicats, coopératives, instances politiques.

Cette absence ne signifie pas passivité. Certaines agricultrices choisissent des formes d'engagement plus « discrètes », une « révolution silencieuse » faite d'ajustements quotidiens plutôt que de confrontations frontales¹¹. D'autres revendiquent explicitement leur place et participent à des mobilisations collectives.

Les recherches montrent pourtant que la présence des femmes dans les instances de décision peut influencer les orientations politiques, notamment en matière environnementale¹². Leur sous-représentation constitue donc un enjeu démocratique autant que sectoriel.

Vers quel avenir ?

L'agriculture est à la croisée des chemins : transition écologique, renouvellement des générations, pressions économiques. Dans ce contexte, la question du genre est d'importance prioritaire. Elle touche à la manière dont se transmettent les savoirs, dont se distribuent les ressources et dont se définissent les modèles agricoles.

La présence accrue des femmes ouvre des perspectives de transformation – mais celle-ci reste entravée par des

structures profondes : héritage patriarcal, organisation du travail, représentations sociales¹³.

Comme souvent, le changement est déjà à l'œuvre, mais il est inégal, fragile, conflictuel. Dans les interstices de l'agriculture contemporaine, des femmes inventent d'autres façons de travailler la terre, de faire famille, d'exercer la profession. Reste à savoir si ces expériences pourront, demain, redéfinir le cœur même du métier.

Enfin, la place des femmes en agriculture ne peut être dissociée du cadre des politiques européennes, au premier rang desquelles la Politique agricole commune (PAC). Si celle-ci structure largement les revenus, les investissements et les orientations du secteur, elle demeure avant tout une politique économique qui intègre encore insuffisamment la question des inégalités de genre. Certes, des efforts ont été engagés pour introduire une approche de *gender mainstreaming*, mais ceux-ci restent limités et se concentrent davantage sur les effets visibles des inégalités que sur leurs causes profondes. Ainsi, les dispositifs de soutien continuent de

favoriser indirectement les exploitations les plus grandes et les mieux capitalisées, souvent dirigées par des hommes, tandis que les obstacles spécifiques rencontrés par les femmes – accès à la terre, reconnaissance statutaire, conciliation des temps de vie – sont peu pris en compte. Cette faiblesse des politiques publiques contribue à reproduire les déséquilibres existants, malgré un discours affiché en faveur de l'égalité¹⁴. Pour certaines agricultrices, l'enjeu n'est pas seulement d'accéder aux aides, mais aussi d'être reconnues comme interlocutrices légitimes dans la définition même des politiques agricoles.

¹¹ Rieu A., (2004).

¹² Mavisakalyan, A., & Tarverdi, Y. (2019). Gender and climate change: Do female parliamentarians make difference? *European Journal of Political Economy*, 56, 151–164.

¹³ Dahache, S. (2010). Chapitre 3 : La singularité des femmes chefs d'exploitation. In

B. Hervieu, N. Mayer, P. Muller, F. Purseigle et J. Rémy (Dir.), *Les mondes agricoles en politique* (p. 93–110). Presses de Sciences Po.

¹⁴ Shortall, S. (2015). Gender mainstreaming and the Common Agricultural Policy. *Gender, Place & Culture*, 22(5), 717–730.

Agricultrices : les oubliées du féminisme et de la recherche

Longtemps, les agricultrices sont restées à la marge des analyses scientifiques, comme des mobilisations féministes. Minoritaires, dispersées, inscrites dans des dynamiques familiales spécifiques, elles ont été peu visibles dans les débats sur le travail et l'égalité.

Comme le souligne la sociologue Rose-Marie Lagrave, elles constituent des « oubliées » : invisibilisées dans les statistiques, mais aussi dans les cadres théoriques. Le féminisme, centré sur le salariat urbain, a tardé à intégrer la réalité du travail agricole, marqué par l'imbrication du domestique et du professionnel¹.

Pourtant, l'étude des agricultrices révèle des enjeux clés : reconnaissance du travail, accès aux ressources, articulation des temps de vie, transmission patrimoniale. Elle invite à penser le genre au-delà des cadres classiques, en tenant compte des spécificités du monde rural.

Aujourd'hui, les recherches se développent et contribuent à rendre visibles ces expériences. Mais le chemin reste long pour que les agricultrices soient pleinement reconnues comme des actrices à part entière – dans la recherche comme dans les politiques publiques.

¹ Lagrave, R. (2021). Retour sur les « agricultrices » : des oubliées de la recherche et du féminisme. *Travail, Genre et Sociétés*, 45(1), 31–38.